

J'ai effectué avec trois parlementaires de l'Assemblée nationale du groupe amitié France-Syrie, un voyage à Damas du 23 au 26 février.

Ce voyage a été organisé avec le concours d'un certain nombre de personnes connaissant bien le Proche-Orient et ayant des cabinets de consultants pour les entreprises françaises au Liban et en Syrie.

Ce voyage a suscité la colère des plus hautes autorités de l'Etat. Si le sujet n'était pas sérieux, je pourrais en rire. En effet, la diplomatie n'est pas l'art de parler qu'avec ses amis mais d'essayer de trouver des solutions politiques à une guerre civile qui a déjà fait plus de 200 000 morts.

Camper sur des postures dites morales, la main sur le cœur et refuser d'agir en prenant en compte les réalités est cent fois pire qu'une faute morale. C'est une faute politique, géostratégique, qui ne peut aboutir qu'à la continuité de la guerre civile, avec son cortège d'horreurs.

Nous avons rencontré sur place du côté des autorités gouvernementales, le Président du Parlement, Jihad Allaham, le ministre des Affaires étrangères, Walid Moallem, le Vice-Ministre des Affaires étrangères, le docteur francophone Ayman SOUSSAN, ainsi que l'Ambassadeur de Syrie à Beyrouth et nous avons été reçus à dîner par le grand Mufti, Ahmad Badr Al Din Hassoun, entouré du patriarche catholique Grégorius III et du patriarche Grec Orthodoxe, Jean X d'Antioche. Les deux patriarches chrétiens nous ont fait part de leur soutien à la politique du gouvernement.

Nous avons rencontré également Sœur Agnès Mariam de la Croix, de manière inopinée, dans le hall de l'hôtel.

Nous avons visité un hôpital généraliste où nous avons malheureusement vu des fillettes entre la vie et la mort. Il nous a été indiqué qu'il y avait un embargo sur les médicaments et les pièces de remplacement des équipements médicaux. Ce n'est pas acceptable.

Nous avons visité une ancienne école qui accueille 40 familles de réfugiés, rendu visite au centre sanitaire du Croissant Rouge où nous avons pu obtenir des informations intéressantes sur la situation sanitaire, rencontré la responsable de la Croix Rouge, Mariam Gasser, visité le Lycée Charles de Gaulle où malgré l'adversité, 250 enfants franco-syriens, continuent à apprendre le français dans des conditions périlleuses, deux roquettes étant tombées sur cet établissement sans faire heureusement de morts. Le lycée ne reçoit plus de subsides du gouvernement français : c'est inadmissible.

De plus, à l'hôtel où nous étions, nous avons rencontré une délégation américaine dirigée par l'ex-Attorney-General à la Cour Suprême, Ramzy Clark, ce qui prouve qu'il existe bien des contacts, certes indirects, avec les Américains.

De l'ensemble de ces prises de contact et aussi des entretiens que nous avons eus avec des responsables libanais à Beyrouth, très inquiets de la situation en Syrie, je retiens les éléments suivants à l'exclusion de notre conversation avec Bachar Al Assad dont je rendrai compte

personnellement par écrit au Président de la République.

1) Il n'existe pas à ce stade de possibilités de victoire militaire sur le terrain d'un parti ou de l'autre.

Le gouvernement tient une grande partie du pays (60 % ?) mais il existe toujours des zones d'insécurité y compris dans le voisinage de Damas. Les terroristes syriens seraient entre 50 et 80 000 selon diverses sources.

2) L'ensemble de nos interlocuteurs nous ont clairement indiqué que si la France continue à exiger le départ de Bachar au motif qu'il est infréquentable, la Syrie éclatera car il est le seul à pouvoir maintenir l'unité de l'armée, le Liban sera balayé, le chaos s'installera sur tout le Proche et Moyen Orient.

3) Seul un règlement politique peut ramener la paix.

A ce titre, il convient de relever :

- que Damas a donné son accord pour un cessez le feu de 5 semaines au représentant de Ban Ki-moon. Stéphane de Mistoura négocie avec 5 groupes d'insurgés à Alep,

- qu'il y a eu récemment des négociations directes entre le gouvernement de Damas et des opposants à Moscou,

- que le gouvernement a mis en place un comité de conciliation nationale avec des députés Kurdes qui « déclarent leur volonté de rester dans la patrie syrienne ».

L'amnistie a été accordée à des terroristes repentis qui ont déposé les armes.

Il est évident qu'au-delà des postures qui ne font en rien avancer la sortie du conflit, il faut des initiatives pour avancer à petits pas. Le point n'est pas de savoir si on aime ou pas Bachar, il est un élément du conflit incontournable. Exiger son départ, c'est à coup sûr, poursuivre une guerre civile pendant des années.

4) Droits de l'Homme : j'avais avec moi une dépêche AFP mentionnant que des défenseurs de la liberté d'expression, membres du centre syrien pour les médias, étaient emprisonnés. J'ai donné cette liste au Vice-Ministre des Affaires étrangères en disant qu'il serait bien de faire un geste. Sur ce point précis, j'en ai personnellement parlé à Bachar Al-Assad lors de notre entretien. De retour à Beyrouth, mercredi soir dans la nuit, j'ai appris qu'Ulaï Hussein avait été libéré sous caution. Je n'ai pas la prétention de dire que c'est à la suite de mon intervention mais je le constate.

La France doit urgemment changer de politique en Syrie. Certains experts dénoncent l'incohérence de la France dans la lutte contre les terroristes. Nous luttons contre eux au Sahel, au Mali, au Nord Nigéria, en Irak, mais nous avons une politique confuse et brouillée en Syrie.

Je rappelle qu'à l'Assemblée nationale, Alain Marsaud a montré aux députés des fusils

d'assaut FAMAS, livrés à l'opposition dite « modérée » et qui se sont retrouvés dans les mains d'Al-Nosra.

Tous nos interlocuteurs, au-delà du cercle gouvernemental, ont dénoncé le double langage et la complicité de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de la Turquie, ce dernier pays commerce avec Daech et lui permet ainsi d'avoir des subsides financiers importants.

5) Un dernier point : nous avons appris qu'un gouvernement arabo-musulman emblématique devrait établir prochainement des relations diplomatiques avec Damas... A suivre !

Jacques MYARD

Député